

---

**CNT****CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL**CNT Nantes c/o B17, 17 rue Paul Bellamy, 44000 Nantes  
interco44@cnt-f.org - <http://cnt-f.org/ulnantes>

---

## Communiqué de presse

Nantes, le 02 février 2016

### Notre Dame des Landes : La Zad, un bien commun des luttes

La lutte contre le projet d'aéroport et son monde arrive à un point crucial. Valls s'affirme dans les starting blocks. **Les acharnés du parti de l'ordre se crispent, aboient, s'agitent, niant toute légitimité à un mouvement social large, déterminé, populaire.** Pour discréditer le mouvement, appuyer sa criminalisation, les promoteurs brandissent les épouvantails de la peur. Les prétendus « riverains excédés » anonymes servent beaucoup, et quand on en trouve deux qui se montrent et donnent leur nom, ils n'habitent plus sur place depuis plus de deux ans. Le patron d'une concession automobile proclamé chef de lobby voit sa parole sur représentée, interrogé à tout va pour marteler son credo productiviste. À l'occasion, il bredouillera sans convaincre qu'il n'a pas vraiment souhaité une milice, comme à Sivens, dans le Tarn, pour évacuer manu militari la Zad où Rémi Fraisse a été tué par la gendarmerie.

La Zad déclenche les fantasmes. **On croirait entendre les Versaillais parler de la Commune de Paris.** Valls a parlé de « kyste » à éradiquer. L'ex président PS de région, Jacques Auxiette, voulait « karcheriser » la zone et y refaire « comme au Mali » l'opération Serval (qui a fait de 200 à 300 morts). Son successeur, Bruno Retailleau (LR, ex-villieriste) réclame le retour à « la suprématie de la loi de la République sur la loi de la jungle » pour régler la « situation anarchique qui règne ».

Les politiques, de droite et sociaux-démocrates, dont on se demande ce qu'il leur reste de social et de démocrate, défendent mordicus le prétendu besoin d'un aéroport nouveau pour attirer les investisseurs, les capitaux, les spéculateurs qui entendent bien, ici comme ailleurs, profiter de la déréglementation du code du travail, du travail précaire. Le capital, qui circule déjà très bien, doit être encore plus boosté, accéléré, magnifié. Il faut lui donner des ailes. C'est bien de croissance capitaliste qu'il s'agit et d'une ville conçue pour les CSP+.

#### Une utopie en marche

Ces gesticulations et invectives ne doivent pas occulter ce que la Zad exprime politiquement par ses expérimentations pratiques, potagers collectifs et champs de blés, transformations agricoles, meunerie, conserverie, atelier de réparation de vélos, brasserie, boulangerie, resto roulotte, studio de rap. **Avec les assemblées autogestionnaires, la ZAD constitue dores et déjà un bien commun des luttes.** La solidarité, le partage, l'entraide, d'autres manières de bâtir sans permis de construire, de cultiver sans acte notarié, de se nourrir en marge du capitalisme, voilà ce qui perturbe aussi les chiens hurlants de l'ordre. Cette insoumission bouillonnante occupe 220 hectares et se passe de police, de juges, de conseils municipaux ou de chambres d'agricultures... **La Zad est un espace d'invention sociale, de résistance, d'appui à d'autres luttes, une utopie en marche et qui marche, une résistance forte d'un soutien large.** Autant de conquêtes insupportables pour les réactionnaires de toutes couleurs.

**Autant que les terres agricoles, les espèces protégées et le bocage préservé, ce bien commun politique (qui est bien plus qu'un symbole) sera protégé, défendu avec détermination.**

C'est cette construction qui a motivé les chantiers collectifs des 30 et 31 janvier, peinture, débroussaillages, construction de serres, hangars, ouverture de chemins, buttes de permaculture, rénovation de douches...

C'est cette défense collective qui donne son sens à l'appel à une mobilisation massive et générale le **27 février**, pour imposer l'arrêt des menaces d'expulsion sur les paysan.nes et habitant.es de la Zad, et l'abandon définitif du projet d'aéroport. Et en cas d'attaque militaire de la Zad, l'appel à soutien sur place est maintenu, à Nantes et partout auprès des lieux de pouvoir, permanences de députés et autres.